



UNION EUROPEENNE

La force ne doit pas faire le droit, les guerres injustes sont vouées à être perdues.

En cette heure sombre, où nous assistons à l'invasion non provoquée et injustifiée de l'Ukraine par la Russie ainsi qu'à des campagnes massives de désinformation et de manipulation de l'information, il est essentiel de séparer les mensonges - inventés pour justifier ce qui ne peut l'être - des faits.

Ce qui est un fait c'est que la Russie, une grande puissance nucléaire, a attaqué et envahi un pays voisin pacifique et démocratique, qui ne l'a ni menacé, ni provoqué. En outre, le président Poutine menace de représailles tout autre État qui viendrait au secours du peuple ukrainien. Un tel usage de la force et de la coercition n'a pas sa place au 21^{ème} siècle.

Ce que fait Vladimir Poutine n'est pas seulement une grave violation du droit international, c'est une violation des principes fondamentaux de la coexistence humaine. Avec son choix de ramener la guerre en Europe, nous assistons au retour de la "loi de la jungle" où la force fait loi. Sa cible n'est pas seulement l'Ukraine, mais la sécurité de l'Europe et l'ensemble de l'ordre international fondé sur des règles, basé sur le système des Nations unies et le droit international.

Son agression prend des vies innocentes et foule aux pieds le désir des gens de vivre en paix. Des cibles civiles sont frappées, violant clairement le droit humanitaire international, forçant les gens à fuir. Nous voyons une catastrophe humanitaire se développer. Pendant des mois, nous avons déployé des efforts sans précédent pour parvenir à une solution diplomatique. Mais Poutine a menti à tous ceux qui l'ont rencontré, en prétendant être intéressé par une solution pacifique. Au lieu de cela, il a opté pour une invasion à grande échelle, une guerre totale.

La Russie doit cesser immédiatement ses opérations militaires et se retirer sans condition de tout le territoire de l'Ukraine. Il en va de même pour le Belarus, qui doit immédiatement cesser de participer à cette agression et respecter ses obligations internationales. L'Union européenne est unie pour offrir un soutien déterminé à l'Ukraine et à son peuple. C'est une question de vie ou de mort. Je prépare un paquet d'urgence pour soutenir les forces armées ukrainiennes dans leur combat.

En réponse, la communauté internationale va maintenant opter pour un isolement complet de la Russie, afin de tenir Poutine pour responsable de cette agression. Nous sanctionnons ceux qui financent la guerre, en paralysant le système bancaire russe et son accès aux marchés internationaux.

L'UE et ses partenaires ont déjà imposé des sanctions massives à la Russie, qui visent ses dirigeants et ses élites ainsi que des secteurs stratégiques de l'économie dirigée par le Kremlin. L'objectif n'est pas de nuire au peuple russe, mais d'affaiblir la capacité du Kremlin à financer cette guerre injuste. Pour ce faire, nous agissons en étroite collaboration avec nos partenaires et alliés - les États-Unis, le Canada, le Royaume-Uni, le

Japon, la Corée du Sud et l'Australie. De nombreux pays font bloc dans le monde entier pour protéger l'intégrité territoriale et la souveraineté de l'Ukraine. Nous sommes ensemble du bon côté de l'histoire face à l'épouvantable agression de la Russie contre un pays libre et souverain.

Pour justifier ses crimes, le Kremlin et ses partisans se sont engagés dans une campagne de désinformation massive, qui a commencé déjà il y a plusieurs semaines. Les médias d'État russes et leur écosystème ont colporté massivement des contre-vérités sur les réseaux sociaux dans le but de tromper et de manipuler les opinions publiques.

Les propagandistes du Kremlin qualifient leur agression d'"opération spéciale", mais cet euphémisme cynique ne peut cacher le fait que nous assistons à une véritable invasion de l'Ukraine, dans le but d'écraser sa liberté, son gouvernement légitime et ses structures démocratiques. Qualifier le gouvernement de Kiev de "néo-nazi" et de "russophobe" n'a aucun sens : toutes les manifestations de nazisme sont interdites en Ukraine. Dans l'Ukraine moderne, les candidats d'extrême droite sont un phénomène marginal bénéficiant d'un soutien minimal, qui ne leur permet même pas de passer la barre permettant d'entrer au parlement. Le gouvernement ukrainien n'a pas isolé le Donbas et il n'a pas interdit l'utilisation de la langue et de la culture russes. Donetsk et Louhansk ne sont pas des républiques, ce sont des régions ukrainiennes contrôlées par des groupes séparatistes armés et soutenus par la Russie.

Nous le savons - et de nombreux Russes le savent. Des manifestations courageuses ont eu lieu dans les villes de Russie depuis le début de l'invasion, exigeant la fin de l'agression contre une nation voisine pacifique. Nous entendons leurs voix et saluons le courage dont ils font preuve en s'exprimant. Nous voyons également de nombreuses personnalités publiques russes protester contre cette invasion insensée.

Je continue à travailler avec nos partenaires du monde entier pour assurer une réaction conjointe de toute la communauté internationale contre le comportement du Kremlin. Le 25 février, seule la Russie a opposé son veto à une résolution du Conseil de sécurité des Nations unies sur l'agression contre l'Ukraine, la Chine, l'Inde et les Émirats arabes unis s'étant abstenus. Partout dans le monde, les pays condamnent l'action de la Russie, et à l'Assemblée générale, l'ensemble de la communauté internationale doit unir ses forces et contribuer à mettre fin à l'agression militaire de la Russie en adoptant la résolution correspondante des Nations unies.

Avec cette guerre contre l'Ukraine, le monde ne sera plus jamais le même. C'est maintenant, plus que jamais, le moment pour les sociétés et les alliances de se rassembler pour bâtir notre avenir sur la confiance, la justice et la liberté. C'est le moment de se lever et de s'exprimer. La force ne fait pas le droit. Cela n'a jamais été le cas. Et cela ne le sera jamais.



Josep Borrell,

Haut Représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité et Vice-Président de la Commission Européenne

